

<http://www.pressegauche.org/10-ans-apres-l-eclatement-de-la-crise-les-financiers-se-portent-bien-les>



10 ans après l'éclatement de la crise les financiers se portent bien, les peuples un peu moins

!



- Économie - International -
Date de mise en ligne : mardi 25 septembre 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

tiré de : entre les lignes et les mots 2018 - 36 - 22 septembre : notes de lecture, textes, pétitions et lien

Il y a dix ans, le 15 septembre 2008, Lehman Brothers s'effondrait. Cette faillite retentissante marquait le déclenchement d'une crise financière et économique aux contours encore obscurs et dont la sortie semble encore fort éloignée.

Par la suite, d'autres faillites se sont succédé, des faillites gérées par la plupart par des États selon le fameux principe de socialisation des pertes, un mantra toujours d'actualité. Sans réelles poursuites des responsables, sans réelles conditions pour la suite. Dix ans après, les dettes globales, privées et publiques, sont plus élevées qu'en 2008 et ne sont pas moins risquées malgré les annonces optimistes des « responsables » politiques. Les populations se saignent aux quatre veines, à coup d'augmentations d'impôts et de coupes budgétaires dans des services publics pourtant essentiels, pour rembourser des dettes responsables de l'austérité qu'on leur impose.

Un monde vulnérable aux secousses financières

Les causes structurelles de la débâcle de 2008 sont toujours présentes. Rien n'a été accompli pour régler sérieusement les activités spéculatives, l'utilisation des dérivés ou même pour limiter l'effet de levier pratiqué par les banques (celles-ci ont très peu de fonds propres par rapport à tous les crédits qu'elles octroient). Aucune démarche non plus pour protéger nos dépôts des activités de trading à haute fréquence, pour assainir profondément le bilan des banques ou pour en diminuer radicalement la taille.

Tout le monde ne pâtit pas de la crise de la même façon. En 2015, on découvre ainsi que le FMI fait 2,5 milliards d'euros de profits sur ses prêts à la Grèce depuis 2010 (1). Plus récemment, on apprend que la BCE, via son programme d'assouplissement quantitatif (en anglais QE - quantitative easing), a réalisé 7,8 milliards d'euros de bénéfices grâce aux titres grecs (2). Rappelons que cette politique d'assouplissement quantitatif a permis aux grandes banques européennes de se débarrasser des bonds d'États en difficulté sans tenir compte de leurs pratiques spéculatives. Hormis quelques rares banquiers jugés au pénal en Islande, les cadres supérieurs du système financier, celui même qui a engendré cette crise financière transformée en une grave crise sociale dans toute l'Europe, sont restés impunis (les deux tiers des cadres de Lehman se sont d'ailleurs recyclés dans d'autres grandes banques).

Par ailleurs, la diminution des taux d'intérêt dans les économies dites « avancées », provoquée par l'injection massive d'argent de la part des banques centrales des pays riches, a poussé les investisseurs à prêter massivement aux pays du Sud. Environ 12 000 milliards de dollars ont été injectés dans le système financier depuis l'effondrement de Lehman Brothers (3).

Ces flux financiers ont provoqué une augmentation de la dette externe de ces pays libellée en dollars, une dépendance économique accrue vis-à-vis des créanciers occidentaux avec, in fine, le risque d'une nouvelle crise de la dette dans les pays appauvris.

L'augmentation des taux d'intérêt déjà à l'oeuvre aux États-Unis détourne aujourd'hui l'attention des investisseurs des économies du Sud à vers les économies du Nord et en particulier vers les États-Unis. Le danger pour les pays du Sud deviendra plus important encore avec l'arrêt du programme du QE de la BCE et de la FED prévu depuis

longtemps mais repoussé plusieurs fois vu les risques qu'il fait peser de tous les côtés. Leurs dettes en devises fortes, déjà difficilement soutenables, deviendront insurmontables. Sans doute le FMI, l'éternel pompier pyromane, viendra-t-il à la rescousse tel un prêteur en dernier ressort ?

Le recours à l'endettement est devenu la règle plutôt que l'exception

La dette globale sans tenir compte de la dette des entreprises financières (principalement du secteur bancaire) est passée de 97 000 milliards au début de la crise en 2007 à 169 000 milliards de dollars au milieu de l'année 2017, soit une augmentation de 74% (4). Les entreprises privées non financières ont poursuivi le recours à l'emprunt de manière intensive et leur dette est passée de 37 000 milliards de dollars à 65 000 milliards de dollars mi 2017. Cette augmentation faramineuse est en grande partie due aux entreprises chinoises, désormais parmi les acteurs les plus importants du panorama global, dont la dette a augmenté de 15 000 milliards de dollars depuis 2007. En pourcentage du PIB, celle-ci est passée de 97% à 163% du PIB chinois en 2017, l'un des ratios les plus élevés au monde.

Aux États-Unis, la dette des étudiant-e-s a plus que doublé durant ces dix années de crise : de 600 milliards de dollars il y a dix ans, elle dépasse dorénavant les 1 500 milliards de dollars début 2018. La financiarisation de l'accès aux études représente une bulle spéculative susceptible d'exploser.

Les droits sociaux dépouillés par l'austérité

Alors que les banques et assurances ont été en grande partie recapitalisées par les États, les populations, elles, n'en ont pas fini de payer. Mais pourquoi les peuples devraient-ils se priver de leurs droits fondamentaux pour des faillites privées dont la responsabilité incombe à leurs dirigeants et aux agences en charge de leur contrôle ? Pourquoi les laisserait-on répéter encore les mêmes erreurs ?

Alors que les grandes entreprises paient de moins en moins d'impôts, une diminution importante des services publics et une casse de la sécurité sociale ont contribué à l'émergence d'une crise sociale réelle. En Grèce, une récente étude universitaire a démontré les liens évidents entre mesures d'austérité et accroissement spectaculaire du taux de mortalité dans le pays, un taux dont la croissance a dépassé de cinq fois celle de la moyenne européenne durant la même période.(5) De plus, les États européens dans l'application des mesures d'austérité, n'hésitent à diminuer l'accès aux soins, à réduire le plafond du salaire minimum, à démanteler les droits des travailleurs, les allocations sociales, etc. alors que le taux de chômage ne finit pas d'augmenter. De plus, l'âge de la retraite a été retardé et le montant des pensions largement réduit, alors que dans certains pays ces revenus représentent la seule chance de survie de milliers de ménages.

Dettes liées à l'hypothèque

Le droit au logement est plus que jamais menacé par cette crise. L'insolvabilité des ménages (dont les moyens ont été diminués et les frais augmentés) a eu des conséquences sur le droit fondamental que constitue l'accès au logement. Les milliers de ménages qui ne pouvaient pas rembourser leurs prêts, se sont retrouvés attaqués par les banques à coups de ventes aux enchères ou d'expulsions. En Espagne, on estime à 800 000 les familles qui ont perdu leur logement pour cause d'insolvabilité alors qu'au même moment, le gouvernement grec s'est engagé face à ses créanciers à vendre aux enchères 135 000 logements d'ici 2021.

Une décennie d'approfondissement des inégalités

10 ans après l'éclatement de la crise les financiers se portent bien, les peuples un peu moins !

Les entreprises privées contribuent de moins en moins à renflouer l'État via l'impôt sur les sociétés qui leur est attribué. En effet, quand les capitaux ne s'évadent pas dans les paradis fiscaux, ils sont, en toute légalité, de moins en moins taxés. Cette baisse de contribution des entreprises équivaut à un manque à gagner pour l'État qui à son tour est obligé de s'endetter. Un rapport publié mercredi 5 septembre par l'OCDE, nous apprend que « le taux moyen de l'impôt sur les sociétés dans la zone OCDE a reculé de 32,5% en 2000 à 23,9% en 2018 ». Parmi les dernières mesures en date, les États-Unis ont approuvé l'année dernière une forte chute du taux d'imposition des entreprises qui est passé de 35 à 21% et la France prévoit d'abaisser progressivement l'impôt sur les sociétés de 33 à 25% pendant le quinquennat d'Emmanuel Macron.

Moins ponctionnées, ces sociétés engrangent des profits faramineux. Au niveau mondial, les dividendes qu'elles versent à leurs actionnaires ont atteint le niveau record de 244,7 milliards de dollars au premier trimestre 2018. Oxfam nous rappelle que ce vol organisé se déroule dans un monde toujours plus injuste où seules 62 personnes possèdent autant que la moitié de la population mondiale.

Face à ce délabrement persistant de la finance dérégulée, à l'heure où se profile une nouvelle crise financière se profile, nous continuons de nous mobiliser. Nous soutenons le mouvement « Byebyetina » à Bruxelles et à Liège ainsi que la mobilisation européenne pour fêter à sa manière les 10 ans de la crise : actions de rue, manifestations, conférences, débats pour notre avenir à tous et toutes. Seule la conscientisation de la population peut la mobiliser face aux injustices.

<http://www.cadtm.org/10-ans-apres-l-eclatement-de-la-crise-les-financiers-se-portent-bien-les>

Notes

(1) <http://www.cadtm.org/Le-FMI-a-fait-2-5-milliards-EUR-de>

(2) Pour plus d'informations sur le sujet voir L'Eurogroupe maintient la Grèce sous le joug de la dette illégitime par Anouk Renaud, <http://www.cadtm.org/L-Eurogroupe-maintient-la-Grece-sous-le-joug-de-la-dette-illegitime>

(3) Pour plus d'information lire le rapport de SOMO disponible ici :

<http://www.cadtm.org/The-politics-of-quantitative-easing-and-the-increasingly-negative-consequences>

(4) Données extraites de l'étude Rising Corporate debt, Peril or promise ?, McKinsey Global Institute, juin 2018.

(5) <http://www.cadtm.org/New-study-shows-effects-of-austerity-on-health-in-Greece>